



Marché de fourniture courantes et de services

Règlement de la consultation

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Communauté d'Agglomération Bergeracoise, adresse internet : <http://www.la-cab.fr>.

Correspondant :

Nelly RIGOULET, Responsable du service Marchés Publics

Domaine de la Tour, La Tour Est, 24100 Bergerac,

Téléphone : 05-53-23-43-95, télécopieur : 05-53-23-27-41,

Courriel : marches.publics@la-cab.fr

Objet du marché

Exécution de services publics de transport scolaire sur le territoire de la CAB

Marché n° CAB2025-003

La CAB rappelle l'obligation de répondre à cette consultation de manière dématérialisée sur le site

<https://demat-ampa.fr>

Les offres papiers ne sont plus acceptées

Date de remise des offres : 14 mai 2025 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Table des matières

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 2 : DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION ET NOMENCLATURE</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 7 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>10</u>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet de la consultation

La présente consultation concerne l'exécution, par car ou petit véhicule, de services réguliers spécialisés de transport scolaire, pour assurer à titre principal, la desserte d'établissements scolaires, situés sur le territoire de la CAB, à compter de la rentrée scolaire 2025/2026.

Chaque marché fixe toutes les conditions d'exécution des prestations,.

1.1 – Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-2, R2124-2 1° et R2162-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

1.2 – Type de contrat

Les lots sont des marchés conclus sur un prix forfaitaire pour chaque lot (voir article 2). Chaque lot est passé en application des articles L2125-1 1°, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Article 2 : Décomposition de la consultation et nomenclature

2.1 - Décomposition en tranches et lots

Les prestations sont réparties en 34 lots désignés ci-dessous

N°	LIGNE
Lot 1	CREYSSE PRIMAIRE
Lot 2	RPI ST GERMAIN ET MONS
Lot 3	RPI BOUNIAGUES
Lot 4	RPI CUNEGES
Lot 5	RPI SAINT SAUVEUR DE BERGERAC
Lot 6	RPI LE FLEIX
Lot 7	RPI BOSSET LUNAS GINESTET
Lot 8	LAMONZIE MONTASTRUC / BERGERAC
Lot 9	SAINT SAUVEUR DE BERGERAC/BERGERAC
Lot 10	SAUSSIGNAC/ BERGERAC/ MONBAZILLAC
Lot 11	LAMONZIE SAINT MARTIN / BERGERAC
Lot 12	CUNEGES / BERGERAC
Lot 13	LAMONZIE SAINT MARTIN / LE CLUZEAU
Lot 14	SINGLEYRAC / BERGERAC
Lot 15	SAINT NEXANS BERGERAC

Lot 16	GARE DE BERGERAC/ LEGTA LA BRIE
Lot 17	LYCEE MAINE D EBIRAN / LE CLUZEAU
Lot 18	GARE DE BERGERAC / LE CLUZEAU
Lot 19	PRIGONRIEUX / BERGERAC J.PREVERT
Lot 20	FRAISSE / /BERGERAC
Lot 21	SAINT PIERRE D'EYRAUD / BERGERAC
Lot 22	LUNAS / BERGERAC
Lot 23	PRIGONRIEUX / BERGERAC E.LEROY
Lot 24	FRAISSE / LA FORCE
Lot 25	LE FLEIX / LA FORCE
Lot 26	LAMONZIE SAINT MARTIN / LA FORCE
Lot 27	SAINT PIERRE D'EYRAUD / LA FORCE
Lot 28	SAINT GEORGES DE BLANCANEIX / LA FORCE
Lot 29	VARENNES / BERGERAC
Lot 30	BOUT DES VERGNES / J.PREVERT
Lot 31	SAINT NEXANS / BERGERAC
Lot 32	CAMPREAL / J.PREVERT
Lot 33	SAINT LAURENT DES VIGNES / BERGERAC
Lot 34	BERGERAC/ LA FORCE

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

2.2 – Durée de l'accord-cadre

La durée du marché est fixée à 1 an à compter du 1^{er} septembre 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

2.3 - Nomenclature

La classification principale conforme au vocabulaire communs des marchés européens (CPV) est pour tous les lots :

Classification principale	
Service de transport routier public	60112000-6

Article 3 : Conditions de la consultation

3.1 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Pour rappel, conformément à la réglementation en vigueur, les candidats sont tenus par leurs offres ; aussi, en cas d'attribution durant le délai de validité des offres, les candidats sont engagés et ne peuvent se désister sauf à constituer un cas de résiliation au frais et risques du titulaire, conformément à l'article 13.1 du CCAP.

Dans le cas où un candidat désigné attributaire à l'issue de l'analyse des offres renonce à exécuter le marché, ce dernier encourt l'application de pénalités définies à l'article 11 du CCAP.

3.2 – Forme juridique du groupement

Conformément à l'article R2142-19 du Code de la Commande Publique, les entreprises candidates peuvent se présenter sous la forme d'un groupement.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un groupement. Ils ne peuvent pas cumuler les deux qualités.

Dans la mesure où le titulaire du présent marché public est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement.

3.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 4 : contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe :
 - Annexe 1 : liste du personnel transférable déclaré
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Fiches techniques descriptives des circuits pour chacun des lots
 - Annexe 2 : modèle d'inventaire des véhicules affectés au marché
- Un acte d'engagement par lot

Le DCE est téléchargeable gratuitement sur notre profil acheteur : www.demat-ampa.fr.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimée en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 – Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

1 – Pièces constituant la candidature, telles que prévues aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-4 du Code de la Commande Publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun cas des cas d'interdiction de soumissionner. K-Bis (et pouvoir le cas échéant) pour justifier de la capacité du signataire à engager l'entreprise.	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, en lien avec les prestations objet du présent contrat, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Non

Certificat de qualifications et / ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Tout document permettant de justifier de l'autorisation spécifique à exercer le service concerné par le marché : Attestation d'inscription au registre des entreprises de transport par route ou licences en application des articles L1421-1, L3113-1, R3113-4 et R3113-8 du code des transports.	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par l'organisme de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser :

- o **DUME** (Document Unique de Marché Européen, disponible à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/>)
ou
- o **DC1** (lettre de candidature) + **DC2** (Déclaration du candidat)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces constituant l'offre pour tous les lots :

- **Un acte d'engagement par lot (AE)** : complété, daté et signé par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ;
- **Un mémoire technique commun à tous les lots**, établis à partir du cadre de mémoire fourni dans le dossier de consultation des Entreprises ;
- **Un tableau des véhicules affectés au marché, par lot**, conforme au cadre fourni en annexe 3 du CCTP ;
- **La copie des cartes grises de chacun des véhicules** inscrits au tableau des véhicules ci-dessus et, pour les véhicules à acquérir : la facture pro-forma correspondante (ou a minima une déclaration portant engagement d'achat du candidat des véhicules à acquérir). Pour les véhicules à acquérir, la date de 1^{ère} mise en circulation (véhicules d'occasion) et la capacité devront être mentionnés.
- **La copie des attestations d'aménagement des véhicules** affectés à la réalisation des services.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les offres doivent impérativement parvenir par voie dématérialisée.

Les documents sont à remettre par voie électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : www.demat-ampa.fr

Pour transmettre votre réponse électronique, il suffit :

- 1 – De s'inscrire sur la plate-forme des marchés publics www.demat-ampa.fr
- 2 – Chaque candidat déposant un pli doit posséder un compte utilisateur propre à son n° SIRET
- 3 – Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.
- 4 – Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

La Communauté d'Agglomération Bergeracoise vous invite à anticiper la remise de votre dossier sur la plateforme dématérialisée. En effet, seules les offres remises dans les délais pourront être ouvertes après la date et heure limite de réception des offres.

Il est précisé que la plateforme horodate la réception de votre dossier à la fin de son téléchargement.

Les modalités de transmission des offres sont précisés dans les guides d'utilisation téléchargeables dans la rubrique aide du profil acheteur (<https://demat-ampa.fr>). Une assistance téléphonique est disponible au 01.76.64.74.02

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la transmission complète des plis doit être terminée avant la date et l'heure limites indiquées à la page de garde du présent document.

Le candidat pourra transmettre une copie de sauvegarde sur support électronique (Clé USB, CD, DVD...) dans le délai de dépôt des offres.

La copie sera présentée dans une enveloppe unique précisant « Copie de sauvegarde – Fournitures de produits pétroliers » et la mention « Ne pas ouvrir avant la commission d'ouverture des plis ».

Adresse de remise de la copie de sauvegarde en recommandé avec Accusé de Réception ou remis contre un récépissé :

Communauté d'Agglomération Bergeracoise
Service Commande Publique
Domaine de la tour
La Tour Est
24100 Bergerac

Le candidat retenu pour l'attribution du marché acceptera que les documents du marché soient re-matérialisés afin de permettre la signature manuscrite du marché sur support papier.

Article 7 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

7.1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 – Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152(4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres, pour tous les lots, sont pondérés de la manière suivante :

Critères de jugement des offres :

Critères	Pondération
1 – Prix des prestations	60 %
1.1 <i>Prix de l'exécution des circuits prévus au marché</i>	60 pts
2 – Valeur technique ; appréciée à partir des réponses fournies par le candidat dans son mémoire technique	40 %
2.1 <i>Qualité du service proposé</i>	16 pts
2.2 <i>Parc de véhicules proposé</i>	14 pts
2.3 <i>Dispositions mises en place en matière de protection de l'environnement</i>	6 pts
2.4 <i>Dispositions mises en place en matière de sécurité</i>	4 pts

Les critères n°1 PRIX est analysé à partir de l'acte d'engagement remis par le candidat.

L'offre du candidat sera analysée sur la base du montant total HT de son offre figurant dans l'acte d'engagement.

La note sur 60 est obtenue à partir de la formule suivante :

$$60 \times (\text{offre la moins-disante} / \text{offre notée})$$

Le critère n°2 VALEUR TECHNIQUE est analysé à partir des réponses fournies par le candidat dans le mémoire technique. Le mémoire respecte le cadre fourni au DCE.

Chaque sous critère de la valeur technique comporte des éléments d'appréciation dont la valeur de point est précisée dans le dit-cadre.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

7.3 – Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieurs à 10 jours.

Article 8 : Renseignements complémentaires et modification du dossier

8.1 – Modifications apportées suite à une demande d'un candidat

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande via la plate-forme de dématérialisation <https://demat-ampa.fr>

Les réponses seront apportées dans les meilleurs délais via la même plate-forme. Tous les candidats ayant téléchargé le DCE en seront informés.

Afin de permettre la transmission des renseignements à l'ensemble des concurrents dans le respect de principe d'égalité de traitement des candidats, il ne sera pas apporté de réponse aux demandes de renseignements reçues moins de 6 jours ouvrés francs avant la date limite de remise des offres.

8.2 – Procédure de recours

Instance chargée des procédures

Tribunal administratif de Bordeaux

9 rue Tastet – BP 947
33063 Bordeaux Cedex
Tél : 05 56 99 38 00 – Fax : 05 56 24 39 03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr
Site web : <https://bordeaux.tribunal-administratif.fr/>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours

Voies et délais de recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.